

Appel à la fraternité

Conférence de presse du 4 février 2015

Intervention de JB de Foucauld, Pacte civique

Régis Debray commençait son livre sur la fraternité par cette phrase qui identifiait la contradiction de la modernité : « Aujourd'hui, l'individu est tout et le tout n'est plus rien. Que faire pour qu'il devienne quelque chose ? ».

Le 11 janvier, ce retournement s'est produit, et il a été produit par le peuple, le peuple qui marchait pour un bien commun mal défini, mais pacifique et ardent, loin de toutes les chicaneries habituelles.

Il faut que le « moment fraternité » demeure, qu'il soit durable, qu'il ne soit pas un instant de fraternité se dissipant comme un nuage après la pluie, fût-ce une pluie de balles.

Ne faisons pas comme en 2002 –où nous n'avons rien fait, comme en 2005, après les émeutes de banlieues –où nous avons si peu fait.

Relevons le défi : construisons ensemble le volet fraternité de la République, sur lequel nous avons si peu investi, somme toute. La fraternité est le parent pauvre de la devise républicaine, alors qu'elle en est la clef de voûte et le point d'équilibre, ce qui permet à la liberté et l'égalité de coexister.

C'est pourquoi le Pacte civique souhaite que les plus hautes autorités de l'Etat appellent l'ensemble des forces sociales et des citoyens à bâtir le volet fraternité de la République.

Dès 2011, lors de son lancement, les promoteurs du pacte civique ont entendu donner toute sa place à la fraternité, qu'ils relient étroitement aux trois autres valeurs qu'il faut également déployer à tous les étages de la société pour résoudre nos crises et répondre aux défis de l'avenir : la créativité, la sobriété et la justice. Pour nous, la fraternité doit être créative, tournée vers l'essentiel, et facteur de justice.

Le moment est venu d'avancer.

Il faut en effet répondre à l'attente des citoyens par une initiative politique, une initiative politique forte, une initiative politique fédérative. Le thème de la fraternité s'y prête bien. Il est même devenu incontournable dans une société à la fois trop individualiste, trop corporatiste et trop relativiste, en manque d'une spiritualité collective effective.

Nous proposons d'ouvrir ce chantier, d'en prendre le risque, de ne pas écouter les timides, ceux qui croient que c'est une notion sans contenu, ceux qui ont peur de mettre en lumière crûment le manque de fraternité de la société française. Les imperfections de la liberté et plus encore de l'égalité ne nous empêchent pas de nous y référer en permanence, pourquoi, sinon par manque d'habitude, en serait-il autrement de la fraternité ? Celle-ci doit devenir partie prenante de notre culture politique quotidienne, autrement que sous la forme de proclamations rituelles. En un mot, elle doit devenir plus effective, tout comme l'égalité, tout comme la liberté. Ce chantier Fraternité doit s'étaler dans la durée, et mobiliser l'ensemble de la société, Parlement, partis politiques, collectivités locales, collectifs, associations, syndicats, entreprises, services publics et simples citoyens. La semaine de la fraternité en serait le point d'orgue.

De quoi s'agit-il ? De définir avec réalisme et sans naïveté ce que l'on entend par fraternité, ses liens avec les autres valeurs de la République, notamment avec la laïcité ; de mettre en valeur sa capacité à opérer une gestion non-violente des conflits ; de faire un état des lieux, tant des réalisations innovantes dans tous les domaines, que des déficits patents de fraternité dans de nombreux domaines ; de voir ensuite comment progresser raisonnablement, territoires par territoires, sujets par sujets, groupes sociaux par groupes sociaux ; de préciser ce qui relève des comportements individuels, des modalités de fonctionnement des organisations, des lois, règlements et politiques publiques, voire de la Constitution elle-même.

Voilà qui redonnerait du souffle à notre pays et du contenu à son identité, telle qu'observée avec intérêt et souvent espérance par l'étranger. Voilà selon nous, mais avec d'autres qui militent pour le même combat, un grand projet pour notre pays, un projet digne de sa vocation universaliste, un projet politique au sens noble et civique du terme.

Nous avons donc l'intention de demander audience au Président de la République pour lui faire cette proposition.